

C'est tout ce que je voulais dire aujourd'hui, monsieur l'Orateur. Je souscris à la motion proposée et appuyée par les deux députés.

[Français]

M. Charles-Eugène Dionne (Kamouraska): Monsieur l'Orateur, en relisant le texte de la motion qui fait le sujet du présent débat, je réalise que le style utilisé démontre, par une savante phraséologie, que l'objectif visé est de signaler plusieurs maladroites administratives dans différents domaines et de prouver que les erreurs multiples des administrateurs en place ont contribué à décourager la classe agricole en particulier.

Il s'agit certes d'un sujet très important qui mérite que le plus grand nombre possible de députés y apportent leur contribution, dans un esprit aussi compréhensif que possible, afin d'appeler l'attention de ceux à qui il incombe de prendre des décisions sur les réactions diverses de la population, dont une bonne partie me paraît épuisée sa réserve de patience, après avoir multiplié les instances et les revendications au moment qu'elle croyait opportun.

Nous savons tous que les méthodes d'exploitation agricole ont subi des transformations, comme dans d'autres domaines, et que les contrecoups de ces périodes d'adaptation ou d'orientation ont nécessité des sacrifices pour un fort pourcentage de cultivateurs, dont un grand nombre ont été obligés de s'endetter à l'Office ou à la Société de crédit agricole. De plus, comme un trop grand nombre de politiciens semblent avoir considéré l'agriculture comme une industrie négligeable, sauf en période électorale, cela n'a pas contribué à leur aider.

• (4.00 p.m.)

Pendant plusieurs années, les différents gouvernements pensaient d'orienter le plus grand nombre possible de travailleurs vers l'agriculture et, aujourd'hui, ce même agriculteur ne peut exploiter sa terre d'une façon rentable, sans compter sur l'aide des gouvernements.

J'ai lu un article très au point écrit par M. Lucien Gosselin, agronome réaliste de ma région, et dont voici quelques extraits:

On nous dit souvent que l'Agriculture est une école de bon sens et d'observation, ce qui porte l'agriculteur d'aujourd'hui à chercher un juste milieu entre les théoriciens perdus dans les nuages et ceux qui veulent trop s'attarder aux anciennes méthodes de culture. On admettra qu'il faut délaissier certaines méthodes routinières de nos grands-pères, cependant, il est souvent reconfortant à de faire appel à leur bon jugement toujours basé sur le gros bon sens. C'est peut-être une de nos ressources naturelles qui est le plus en perdition présentement, sous l'encombrement de nos techniques.

Il y en a qui prétendent que l'étendue, l'agrandissement des fermes pourraient être une solution. Je comprends qu'un cultivateur doit avoir une grandeur de ferme raisonnable, mais ce n'est pas nécessairement la superficie qui est la solution au problème. En agrandissant les fermes outre mesure, ne risque-t-on pas de créer d'autres problèmes plus difficiles à régler? Le problème des producteurs de blé de l'Ouest est-il résolu? Et pourtant ce n'est pas l'étendue des fermes qui fait défaut...

Il faut à tout prix conserver à l'agriculture son importance, à cause du rôle permanent qu'elle remplit dans l'alimentation humaine.

Le monde se heurte maintenant au problème le plus grave de la terre, celui de nourrir une population qui augmente sans cesse. «Nous serons peut-être, d'ici quel-

que années, aux prises avec un problème qui rejettera dans l'ombre tous les soucis qui nous préoccupent à l'heure actuelle,» disait le docteur Raymond Ewell, vice-président de l'Université de l'État de New York. Plusieurs autres témoignages d'experts qui ont étudié le problème de la faim dans le monde sont à l'effet que la famine pourrait devenir une des plus colossales catastrophes de l'histoire.

Après tous ces témoignages, nous sommes en droit de nous demander à quoi pensent nos dirigeants, les chefs de gouvernements ou d'autres groupes, lorsqu'ils préconisent la diminution du nombre d'agriculteurs. Nos gouvernants vont même jusqu'à payer certains cultivateurs pour ne pas produire, comme cela existe dans l'Ouest canadien. Ce n'est pas la première fois que nos politiciens agissent de cette façon. En 1938, les Canadiens ont payé plusieurs millions de dollars en taxes pour obtenir moins de pain. Le gouvernement de l'époque n'a pas trouvé d'autre solution au problème de l'abondance de production de blé.

Quant à la production laitière de l'Est du pays, le gouvernement actuel a varié son programme en utilisant une méthode de retenue sur les paiements de subventions aux fins de payer le coût d'exploitation des excédents.

En 1967-1968, les agriculteurs de l'Est ont payé plus de quatre millions de dollars. En 1968-1969, ils ont versé sept millions et en 1969-1970, plus de 13 millions. Il s'agit d'une sorte d'amende qu'ils doivent payer parce qu'ils produisent trop. On la leur impose parce qu'ils ont produit trop de lait. Les rapports sont incomplets. C'est une bien curieuse façon d'encourager la production. Dans le système actuel, les problèmes se compliquent quand il existe trop de produits. Les propagandistes de la «société juste» sont incapables de distribuer l'abondance et ils préfèrent suivre les directives du système de rareté, dictées par les barons de la finance.

Nous pourrions accumuler des réserves pour assurer une nourriture suffisante à la population canadienne, et ce pour plusieurs années à l'avance. Il existe plusieurs moyens de transformation des matières premières et des moyens modernes de conservation et de modification du système de distribution des biens. On pourrait établir un mécanisme de pouvoir d'achat adéquat, afin que les citoyens puissent avoir accès à cette quantité de biens au lieu de les priver, dans le seul but de maintenir les prix à un certain niveau.

Nous pourrions ensuite monter une chaîne de distribution de vivres pour les peuples sous-alimentés. Alors que la population canadienne sera assurée de bien vivre, elle sera aussi disposée à aider les peuples défavorisés. Cette manière d'agir, en plus d'être un exemple de charité chrétienne, serait beaucoup mieux acceptée par la population canadienne que des prêts sans intérêt à échéance de 50 ans ou plus, alors qu'au Canada, un grand nombre de citoyens sont obligés de se contenter d'une allocation d'assistance sociale qui leur permet à peine d'exister.

Depuis plusieurs années déjà, des suggestions pratiques ont été portées à l'attention des gouvernements par ceux qui s'occupent de trouver des solutions aux problèmes de l'alimentation, par la mise en marché des produits laitiers à essences diverses. Nous croyons que le lait pourrait remplacer avantageusement nos multiples boissons gazeuses. Ce serait préférable pour la santé des enfants, surtout au moment où l'on commence à prôner un retour à la vie saine et à l'alimentation naturelle. Ce serait